

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Condamnations du 23 : le pouvoir en redemande

Le sens du recentrage de Maire

UN mois avant la tenue du 38e congrès de Brest, les dirigeants de la confédération CFDT viennent d'illustrer de manière crue en quoi consiste leur ligne dite de « recentrage ». Et c'est Chérèque, secrétaire de la fédération de la métallurgie qui s'est chargé de l'ouvrage.

Alors que les sidérurgistes d'Usinor-Dunkerque affrontent par la grève la direction du trust, alors que Dunkerque doit devenir samedi un point de rencontre dans la solidarité entre sidérurgistes, c'est ce moment qu'ont choisi les dirigeants de la métallurgie CFDT pour dissoudre le conseil syndical de la section d'Usinor-Dunkerque.

En premier lieu, il faut souligner le procédé pour régler les divergences au sein du syndicat (on se souviendra ici de la dissolution de l'UD de Gironde, de la dissolution aux PTT à Lyon. Ce type de méthode tend à devenir systématique pour les « champions de l'autogestion », à la tête de la CFDT).

Ensuite, derrière ce qu'on est bien obligé d'appeler un coup de force il y a l'opposition irréductible de deux orientations, de deux pratiques syndicales, dont les protagonistes du conflit sont des représentants significatifs. D'un côté, une section syndicale attachée à l'unité dans l'action des travailleurs, qui, à ce titre, participa à la marche de Paris le 23 en dépit des réserves que lui inspiraient les intentions récupératrices de la direction CGT et du PCF. Une section qui œuvre au développement de la solidarité, de la riposte unie avec ceux de Denain et Longwy pour l'annulation de tous les licenciements.

De l'autre côté, Chérèque, l'homme qui discute tranquillement avec le PDG d'Usinor dans le même temps où à Denain, les CRS se déchangent contre les travailleurs. L'homme qui explique froidement au ministre Boulin : « Si nous ne sommes pas capables de présenter un plan (...), nous aurons une explosion sociale extraordinaire ». Chérèque, celui qui ne dut sa réélection qu'à un chantage de Maire lors du 37e congrès. Chérèque, qui fut le champion actif d'un alignement organique de la CFDT sur le PS. Cette orientation vient d'ailleurs d'être réaffirmée par Maire de façon tapageuse : « Le mouvement ouvrier français a besoin d'un grand parti socialiste (...). Il est donc souhaitable que les militants syndicalistes s'engagent politiquement dans ce sens ».

L'« affaire » de Dunkerque concentre ainsi l'opposition entre syndicalisme de classe et de masse et syndicalisme de collaboration de classe. A ce titre, l'issue de cette confrontation concerne tous les syndicalistes. Un large soutien s'impose à ceux de Dunkerque, victimes du « recentrage » que Maire voudrait faire cautionner par le 38e congrès.

Pierre MARCEAU.

L'arbitraire du pouvoir n'a pas de bornes. Il fait pression pour obtenir une aggravation des peines prononcées contre les manifestants du 23 mars. Des démonstrations de protestation et de solidarité à Paris et en province

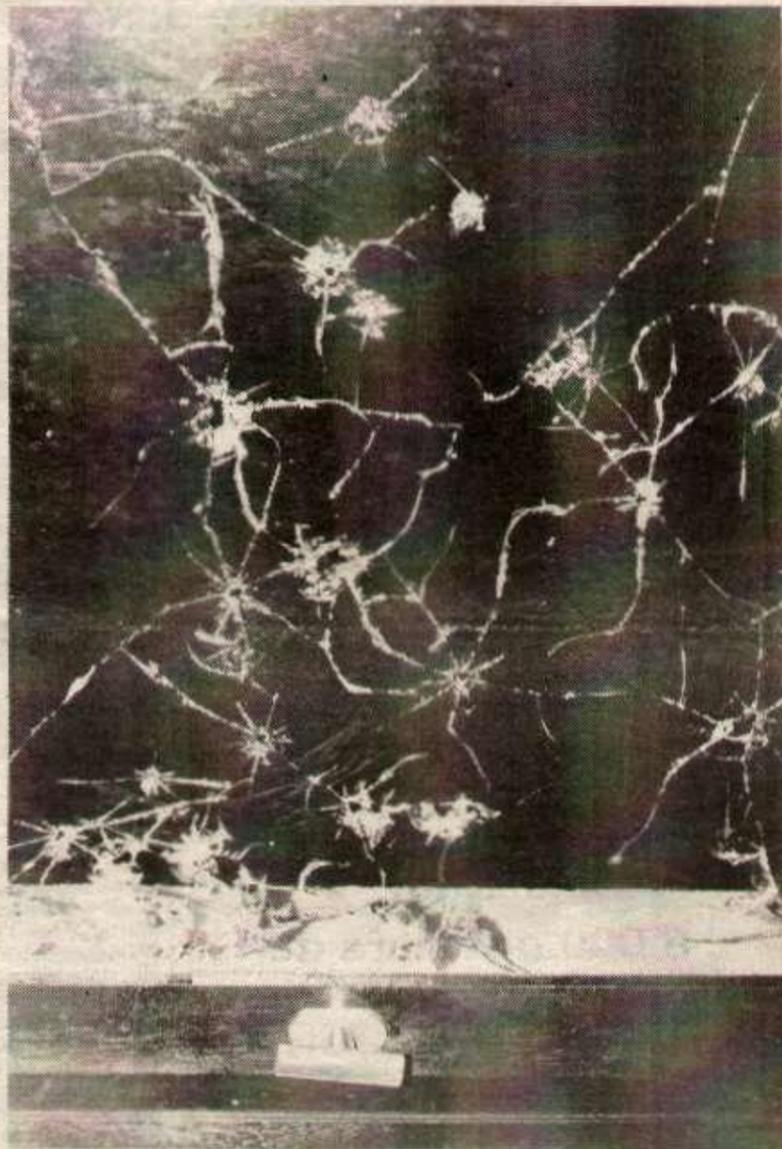
Voir page 3

SONACOTRA : la répression ne chôme pas

SUITE à la grève des loyers des résidents du foyer Sonacotra de Garges-les-Gonnesse (Val d'Oise), le tribunal de Pontoise a ordonné, mercredi soir, l'expulsion du foyer de 300 résidents avant le 1er mai. Mardi, c'étaient les résidents des foyers Sonacotra qui, à Metz, étaient agressés par un commando, six d'entre eux étaient blessés. La répression contre les travailleurs immigrés est activement poursuivie par les hommes du pouvoir. Composante permanente de l'attaque contre la classe ouvrière, elle exige la riposte solidaire de tous les travailleurs.

Vieux militant communiste, notre camarade Arthur Chave est mort

Voir page 3 et 4



Coups de feu contre le foyer Sonacotra de Villemomble. Alors que la répression et les manœuvres du pouvoir se poursuivent, les provocations continuent contre les résidents des foyers Sonacotra. Comme à Villemomble, l'année dernière, fin mars, des coups de feu ont été tirés contre le foyer de Montreuil-la-Neuve.

(Photo HR)

NEGOCIATIONS CHINE-VIETNAM

Quand Hanoï prétend que la Chine avoue avoir des soldats au Vietnam

Il y a quelques semaines, le Vietnam avait répondu favorablement à l'offre chinoise d'entamer des négociations sur les différends frontaliers entre les deux pays.

Il y a trois jours, après plusieurs protestations de la Chine au refus vietnamien de négocier, le Vietnam s'est enfin déclaré prêt à ouvrir des négociations avec la Chine vers le 10 avril.

dans notre note du 27 mars, et dont nous considérons qu'ils sont partie intégrante du territoire vietnamien.

UNE INTERPRÉTATION ABUSIVE

Que dit la note chinoise du 31 mars ?

« La partie chinoise a réaffirmé à plusieurs reprises et de façon explicite que les troupes chinoises de la défense-frontière avaient déjà achevé le 16 mars leur retrait total en deça de la frontière chinoise et qu'il n'y avait plus aucun soldat chinois en territoire vietnamien. Dans certains des points cités par la note de la partie vietnamienne en date du 27 mars, il n'y a pas du tout d'unités chinoises, quant aux autres points mentionnés par la même note et où stationnent des troupes chinoises, ils se situent tous du côté chinois de la frontière sino-vietnamienne et relèvent depuis toujours de la juridiction chinoise ».

Plus bas, la note chinoise

rappelle que des lettres avaient été échangées entre le Parti communiste chinois et le Parti des travailleurs du Vietnam en 1957 et 1958 sur les questions de frontière et que le Vietnam veut aujourd'hui modifier à son avantage ce qui avait été décidé d'un commun accord il y a 20 ans : « Il est à indiquer que c'est le Vietnam et personne d'autre, qui, sous prétexte du soi-disant rétablissement de la frontière historique telle qu'elle était, a modifié unilatéralement et de force l'état de la juridiction exercé par les deux parties au moment où les comités centraux des deux Partis échangeaient des lettres entre 1957 et 1958 sur le problème frontalier, en grignotant, envahissant et occupant sans cesse des terres chinoises ».

Il faut avouer que l'interprétation vietnamienne de cette note chinoise est plutôt abusive...

Claude LIRIA.

PALESTINE

Images des territoires occupés



De nouveaux colons sionistes s'installent



Expulsions forcées par les troupes sionistes.

Le pseudo plan d'autonomie de Begin est en fait une copie à peine déguisée du « plan Sharon » du nom du général sioniste qui a mis au point un système de quadrillage systématique par les forces sionistes de Gaza et de la Cisjordanie.

Sa mise en pratique se traduit déjà par des expulsions systématiques de villages entiers et par une installation massive de colons sionistes.

Depuis la signature des accords Begin-Sadate, des manifestations ont éclaté un peu partout en territoires occupés malgré la répression.

ETATS-UNIS

Riposte ouvrière au plan d'austérité de Carter

La grève des camionneurs est la seconde que doit affronter Carter après celle des mineurs l'année dernière, mais cette fois c'est son intervention dans la négociation en cours pour le renouvellement de la convention collective de cette profession qui est à l'origine du conflit.

Le gouvernement américain n'intervient pas dans ces négociations, ils disposent d'un moyen de pression efficace : la réglementation des tarifs des transports routiers.

Le patronat semblait prêt à consentir des hausses de salaires de 30 % échelonnées sur trois ans, alors que les directives officielles les limitaient à 22,5 %.

Suite aux pressions du pouvoir les patrons ont durci leur position, ce qui a provoqué le déclenchement de la grève par le syndicat des camionneurs (syndicat des teamsters).

Le syndicat a donné à cette grève un caractère limité, pour éviter de fournir à Carter un prétexte d'application de la loi Taft-Hartley de 1947 qui permet au président de demander à la justice la réquisition des grévistes pour une période de trois mois au cas où le mouvement crée une situation d'urgence nationale.

La principale organisation patronale de la branche a répondu par le lock-out, et alors que seulement 50 000 camionneurs sur 300 000 s'étaient mis en grève, ce sont ainsi plus de 200 000 qui se trouvent mis au chômage forcé.

Si cette situation se prolonge elle va porter un tort sérieux à de nombreuses industries qui vont se trouver en rupture d'approvisionnement. Carter fera donc très vraisemblablement appel à cette triste loi Taft-Hartley, car l'enjeu de cet affrontement c'est son plan de stabilisation dont l'une des dispositions essentielles est un plafonnement de 7 % par an des augmentations de salaires.

H.B.

COLOMBIE

Les aciéries de Paz de Rio paralysées par les grèves

Les 7 500 ouvriers des aciéries de Paz de Rio, à 250 kilomètres au nord-ouest de la capitale, Bogota, paralysent la production. En grève depuis lundi, ils refusent les 18 % d'augmentation que leur propose l'Etat et exigent toujours 35 %. Au même moment, l'université de Bogota, fermée depuis le 3 mars, réouvrait ses portes sous la surveillance des militaires qui « y resteront jusqu'à nouvel ordre ».

ARGENTINE

8 000 ouvriers de la capitale en grève

Depuis trois semaines, les grèves dans la métallurgie et le textile prennent de l'ampleur en Argentine : 8 000 ouvriers sont en grève à Buenos Aires, dont 6 500 dans deux usines textiles et 1 200 dans la métallurgie. Quand on sait que l'inflation atteint déjà 30 % rien que pour les trois premiers mois de cette année et que le pouvoir d'achat des ouvriers a baissé de moitié entre 1976 et 1978, on ne s'étonne pas que la vague de grèves gagne d'autres secteurs.



Manifestation en Cisjordanie.

IRAN

Les combats se poursuivent dans la province du Turkmenistan

Malgré une décision de cessez-le-feu, les combats se poursuivent au Turkmenistan iranien entre les comités Khomeiny qui ont reçu des renforts de Téhéran et des combattants turkmènes.

Il y aurait eu deux cents morts et plusieurs centaines de blessés au cours de ces affrontements qui durent depuis plus d'une semaine maintenant. L'intervention des comités khomeinistes contre un meeting organisé par une association culturelle turkmène avait mis le

feu aux poudres.

Les Turkmènes ont des revendications propres : plus grande autonomie, droit d'usage de leur langue et, surtout, remise en cause de la situation actuelle de la province : sous le régime du Shah, leurs terres avaient été accaparées et redistribuées à de gros propriétaires. Les Turkmènes entendent les récupérer et ils ont, à cet effet, organisé des comités chargés de la saisie des terres pour la redistribuer.

Le gouvernement iranien, qui avait cédé devant les Kurdes, semble rechigner

à donner satisfaction aux Turkmènes. Y aurait-il autre chose derrière cette rébellion ? Selon certaines sources, on aurait trouvé dans le camp turkmène des armes provenant d'Union soviétique. L'URSS est frontalière à cette région. Une tentative de sa part de déstabiliser le nouveau régime iranien, qui s'en tient jusqu'à présent à une ligne d'indépendance nationale, n'est pas exclue.

Cependant, il n'en reste pas moins que les problèmes internes existent et qu'ils semblent primordiaux.

E. L. G.

DANS L'ACTUALITE

Riposte contre les condamnations du 23 mars

LAURENT, André, Marc, Roger, Gilles et Jean-Luc sont en prison aujourd'hui avec tous les autres du « 23 mars ».

FAIRE DES EXEMPLES

Les peines d'emprisonnement sont très lourdes. Elles vont de 3 ans à 3 mois avec sursis. Pourquoi ? Pour avoir jeté des pierres aux flics, pour avoir riposté aux coups des CRS. Pour avoir utilisé des manches de pioches comme hampes de drapeaux, le matin de la manifestation. Pour avoir porté un fléau japonais ou un lance-pierres ; pour être chaussé de sabots ; pour avoir crié « Non au chômage... Oui à la solidarité avec les sidérurgistes ».

Victimes innocentes de la tactique du gouvernement pour impressionner l'opinion publique. Tenus comme boucs-émissaires des « désordres » de la grande manifestation du 23. Le gouvernement veut en faire des exemples. Dans l'optique de Bonnet, ils doivent représenter la réserve vivante qui empêcherait les travailleurs, les chômeurs, les étudiants et les lycéens de manifester leur colère contre le chômage, le sous-emploi, le grignotage à la vitesse grand V des droits des travailleurs, le droit de

faire grève, de manifester, de répondre à la violence, à la provocation des flics.

Mais en ce moment, le gouvernement fait son propre procès, les témoignages contradictoires à la barre, Gicquel à la télévision avec son petit air embarrassé et sûr de lui en même temps n'ont convaincu personne. Il suffisait de rapprocher des paroles de Gicquel, d'une part les très lourdes peines d'emprisonnement et d'autre part les « crimes » commis pour sentir la profondeur de la mascarade qui s'est jouée, lundi, mardi et mercredi.

Le sentiment d'insécurité s'est sûrement développé, ce soir-là, parmi la population. Mais l'insécurité par rapport à l'appareil judiciaire, qui dispose de plus de moyens d'exécutions expéditives judiciaires qu'en possédait — à son début — le national socialisme d'Hitler ! Pour combattre l'insécurité, on prend des moyens.

La riposte s'organise pour arracher « les exemples du 23 mars » à la prison. Les témoignages affluent pour justifier et soutenir les emprisonnés.

pital Laennec, à Paris ont témoigné de leur émotion devant l'arrestation et l'emprisonnement de Pierre Legall, aide-soignant de ce service. Le professeur Jean Mathey, le professeur agrégé, Eric Hazan et MM. Charles de Riberolles, Yves Le-compte, Michel Marchand et Georges Escande, chefs de clinique écrivent :

« ... Pierre Legall est aide-soignant dans le service de chirurgie cardiaque de l'hôpital Laennec... L'un de nous est venu dire à la barre l'estime que nous avons tous pour Pierre Legall. Il a pu entendre le procureur de la République déclarer que « Pierre Legall est, de façon certaine, un type épatant ». Il a pu entendre, reconnaître le « trouble » dans lequel il était pour requérir contre ce prévenu, compte tenu non seulement de sa personnalité, mais aussi de ce que les faits qui lui sont reprochés ne sont pas prouvés. Pierre Legall n'a pas été vu jetant des projectiles. Non casqué, à visage découvert, en sabots, mains nues, comme on le voit sur les photos, est-ce la tenue des « casseurs » qui, par groupe s'attaquaient aux vitrines ? »

Les parents de Jean-Luc Fouquieray, en allant voir leur fils à Fleury Mérogis, ont compris autre chose que

Jusqu'ou iront-ils ?

24 arrestations, 24 emprisonnements. Provocations et charges policières organisées. Voici les faits.

Mais cela ne suffit pas à Bonnet et au parquet. Bonnet a décidé de défendre l'honneur de la police. « J'ai décidé de porter plainte en diffamation pour défendre l'honneur des forces de police injustement accusées. C'est à la justice qu'il appartiendra de se prononcer ; elle est la meilleure des commissions d'enquête, c'est une mauvaise action que de jeter la suspicion sur les forces de sécurité ».

Il peut avoir entièrement confiance dans la justice. En effet, celle-ci, mécontente, insatisfaite des peines qu'elle a prononcées lundi, mardi et mercredi — elle les trouve trop légères — a fait appel à minima, c'est-à-dire qu'elle demande que les inculpés voient leurs peines augmentées encore !

la dimension tragique de la situation de leur fils.

Madame Fouquieray : « Pourquoi la salle du procès était si petite, on nous a juste permis d'entrer alors qu'il y avait des dizaines de policiers. Pourquoi n'y a-t-il pas de micro, on entendait à peine ce que marmonnaient le président et le procureur. Il faut l'écrire, le dire partout, en province on ne sait pas comment c'est la justice... J'avais cru que c'était une prison trois étoiles à la télévision, j'y croyais », à propos de Fleury Mérogis où son fils est enfermé.

Prise de conscience et riposte.

A Longwy, pour soutenir Roger Marin, une vingtaine de syndicalistes CFDT se sont enchaînés symboliquement devant le commissariat de police et une centaine de sidérurgistes CGT ont investi le tribunal d'instance de la ville et ont déménagé les meubles sur la voie publique.

A Paris, l'intersyndicale FEN, CFDT, CGT des en-

seignants et les parents d'élèves de la Fédération Cornec du lycée-Paul Valéry, établissement de Gilles Desraisses, victime du 23 mars) ont appelé à une manifestation jeudi 5 avril, où plus de 2 000 lycéens ont exigé la libération de Gilles. Le mouvement de coordination des lycées parisiens, la section du mouvement de la jeunesse socialiste et la section parisienne du SGEN se sont associés à l'appel de cette manifestation. Par ailleurs, une délégation des unions régionales CGT, CFDT, la section FEN de Paris, le conseil départemental des parents d'élèves Cornec-Paris, les comités d'action lycéens UNCAL-Paris et la coordination permanente des lycées d'enseignement professionnel de Paris ont effectué une démarche au ministère de la Justice pour obtenir la libération de Gilles et poser le problème de toutes les condamnations faisant suite au 23 mars.

Nathalie VILLOTIERS

Un camarade que l'on ne quitte pas

CELUI que tous, militants du Parti, petits paysans de son département, lecteurs du livre « Rencontre avec un paysan français révolutionnaire » que Suzanne Bernard lui avait consacré, appelaient affectueusement Arthur, le camarade Arthur Chave est mort jeudi matin emporté par une crise cardiaque à l'âge de 58 ans.

Petit paysan, militant depuis 1936, résistant, il avait adhéré au PCF à la Libération et avait contribué à la reconstruction de la cellule du Parti de son petit village, Entrechaux. En désaccord avec les dirigeants du PCF en raison de leur refus de soutenir concrètement les patriotes algériens, il devait, quelques années plus tard, en être écarté comme « pro-chinois ». En 1965, il rejoignait alors la Fédération des cercles marxistes-léninistes.

Dès lors, il n'avait jamais cessé de militer. Isolé de nombreuses années dans le Vaucluse, jamais il ne s'était laissé aller au découragement et malgré les calomnies et les manœuvres, il avait gardé le contact avec les ouvriers et les petits paysans, militant sans cesse pour l'unité ouvriers-paysans et notamment pour l'unité indispensable entre ouvriers agricoles et petits paysans.

Jusqu'à ces derniers mois où la maladie l'en avait empêché, on le voyait, seul pendant longtemps, diffuser notre presse sur le marché de Vaison-la-Romaine. Il était un exemple pour tout le Parti.

Chaleureux, fraternel, serviable, sa porte était toujours ouverte, la table toujours mise pour le camarade de passage, l'ami, le voisin, pour celui qui voulait discuter, prendre son avis, qui recherchait un conseil ou un coup de main.

Compréhensif et patient, il écoutait longuement avant de donner son avis, était capable de passer des heures à expliquer le travail de la terre, la vie des paysans, les mécanismes des marchés agricoles.

En octobre 1977, déjà malade, il avait réalisé un de ses souhaits les plus chers, visiter la République populaire de Chine dans une délégation de paysans. En mars, pour des raisons de santé, il avait dû renoncer à être le candidat de l'Union ouvrière et paysanne dans sa circonscription.

Usé par une vie de travail de sacrifices et de combat mais profondément attaché au travail de la terre et au Parti, il refusait cependant, malgré les demandes de ses camarades et de sa famille, de s'arrêter de travailler et de combattre.

Il l'a fait jusqu'à son dernier souffle. Il est mort confiant dans l'avenir et heureux de voir enfin le Parti se développer dans le Vaucluse, gagner en influence et tisser des liens avec les petits paysans et les ouvriers agricoles.

Samedi, sa famille, ses camarades, ses amis, l'accompagneront une dernière fois, mais pour tous, il restera un exemple vivant, un camarade que l'on ne quitte pas.

Tous les membres du Parti partagent en ces circonstances la peine de sa famille, de ses camarades et de ses nombreux amis et le Comité central du Parti leur adresse à tous ses sincères condoléances et l'expression de leurs sentiments les plus profonds.

Le secrétariat du PCML
Le 5 avril 1979.

SOUTIEN ET RIPOSTE

Six médecins de la clinique thoracique de l'Hô-

Notre camarade Arthur Chave est mort

Une vie de combat pour que « le pouvoir soit au peuple qui travaille »

AU bout du téléphone, une voix annonce : « Arthur vient de mourir ! » Arthur, je ne le connaissais pas, mais cela m'a fait un coup.

De ce camarade, je n'en connaissais que ces deux mains croisées, appuyées sur le manche d'une bêche, dans

cette attitude du paysan qui arrête son travail, qui se redresse et va prendre son temps pour nous parler des choses de la vie.

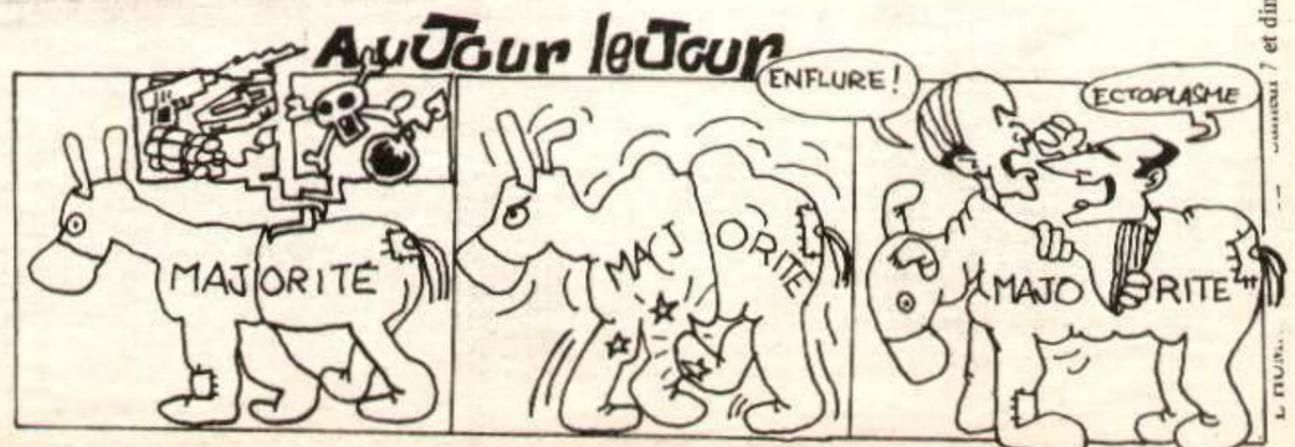
Ces deux mains, c'est cette photo de la couverture du livre *Rencontre avec un paysan français* de Suzanne Bernard.

Suite page 4

Les obsèques de notre camarade Arthur Chave auront lieu le samedi 7 avril à 10 h 30 dans son village d'Entrechaux (près de Vaison-La-Romaine) dans le Vaucluse.



Commémoration de la Commune de Paris au Père Lachaise. Bien qu'usé par le labour et la maladie, Arthur, vieux militant communiste est monté à Paris pour honorer les communards avec son Parti



7 et dimanche 8 avril 1979

POLITIQUE ET SOCIAL

Echange de hauts fonctionnaires entre l'Allemagne et la France

L'Humanité proteste

L'HUMANITE du mercredi 4 avril révèle qu'à la demande du premier ministre Barre, le secrétaire d'Etat aux PTT veut procéder à partir d'octobre à des échanges de hauts fonctionnaires de la catégorie A avec l'Allemagne fédérale. Ce ne sont pas de simples stages de formation mais des affectations de fonctionnaires allemands pour une durée de 6 à 9 mois à des fonctions d'études et de responsabilités. Autrement dit, ces hauts fonctionnaires auront des travailleurs français sous leur autorité. Que penser d'une telle mesure ?

Par un tel échange, ce que visent Barre et Schmidt, c'est de commencer à mettre sur pied, à l'échelle européenne, un poste qui corresponde mieux aux intérêts des monopoles des deux pays. C'est de la plus pure logique capitaliste. Il faut bien remarquer dès le départ qu'il s'agit d'échange entre les deux pays et donc, ce que garde bien de faire remarquer l'Humanité, que des hauts fonctionnaires français iront aussi en Allemagne.

Elle « s'élève avec indignation contre ce projet qui viole le statut général des fonctionnaires, au terme duquel seuls les citoyens français peuvent accéder à la fonction publique, entièrement solidaire des travailleurs allemands, des PTT allemands, menacés par les Burefsverbote ». Elle dit non à l'implantation des hauts fonctionnaires étrangers à des postes d'autorité. Elle appelle les fonctionnaires des PTT de tout grade à s'élever contre cette nouvelle étape dans l'abandon de la souveraineté nationale.

Certes il est très juste d'appeler les travailleurs français à soutenir leurs collègues allemands menacés par les Burefsverbote du « socialiste » Schmidt. Mais les autres arguments avancés contribuent-ils à l'unité de classe des travailleurs dans les deux pays ?

Ainsi, mettre en avant le fait qu'il s'agit d'une atteinte au statut de la fonction publique, puisque pour être nommé fonctionnaire il faut être de nationalité française laisse rêveur : un tel argument va-t-il dans le sens de l'unité entre travailleurs français et immigrés ? Certainement pas !

Appeler les fonctionnaires des PTT de tout grade à s'élever contre cette nouvelle étape dans l'abandon de la souveraineté nationale est une revendication bien curieuse : elle revient à dire que du préposé au chef de centre, au directeur régional tout le monde aux PTT devrait se serrer les coudes ! Imagine-t-on un moment les grévistes sanctionnées au cours du dernier mouvement des centres de tri de banlieue se battre maintenant avec ceux qui les ont sanctionnées, pour qu'au prochain mouvement de grève ce soient bien des hauts fonctionnaires français à la place des hauts fonctionnaires allemands qui fassent appel aux CRS ? Cet échange de « coopérateurs techniques », en quelque sorte, a-t-il un quelconque lien avec une colonisation ? Ça ne tient pas debout !

« Fonctionnaires alle-

mands à la tête de services français » est-il titré dans l'Humanité. Bien entendu des « fonctionnaires français à la tête de services allemands », il n'en est dit mot ce qui pourtant se réalisera aussi puisqu'il s'agit d'échange entre les deux pays. Mais bien entendu pour appeler les fonctionnaires des PTT de tout grade à s'élever contre « cette nouvelle étape dans l'abandon de la souveraineté », il ne fallait surtout pas parler de cela.

En fait, on retrouve là-dessous la thèse qui consiste à dire que Bonn commande à Paris et que en somme l'ennemi serait l'Allemagne.

Non les travailleurs des PTT n'ont pas à se laisser entraîner sur ce terrain. Ils doivent lutter pour que la restructuration ne se fasse pas sur leur dos, c'est-à-dire se battre pour l'augmentation des effectifs, des salaires, l'amélioration de leurs conditions de vie, empêcher toute discrimination vis-à-vis de nos camarades immigrés, tels les AGR, nombreux aux PTT et bien sûr aussi, soutenir leurs collègues allemands dans leur lutte contre l'exploitation capitaliste et les interdits professionnels.

René BREAND

* Burefsverbote : ce sont des interdictions professionnelles : en R.F.A. les travailleurs soupçonnés d'avoir des opinions de gauche ne peuvent travailler dans la fonction publique.

TOURS

Intervention policière à la SKF

JEUUDI 5 avril, en fin de matinée, sur requête du tribunal, les forces de police ont pénétré dans l'usine de St-Cyr, en grève depuis le 21 mars (voir quotidiens No 1059 et 1061). Ils ont envoyé deux camions de pièces (roulements à bille) à Citroën, qui allait être contraint d'arrêter sa production. Ces pièces parties, les travailleurs de la SKF perdent une carte. Mais il leur en reste d'autres :

— La filiale SKF de Fontenay-le-Comte est en chômage technique.

— Poclair et certaines usines Renault commencent à manquer de pièces.

— Citroën ne peut tourner plus d'une quinzaine de jours avec ses pièces et il n'y en a plus en stock à la SKF.

— L'état-major SKF-France commence à prendre la situation au sérieux, il s'est réuni huit heures d'affilées au siège central de Clamart.

— L'intersyndicale CGT, CFDT, FO soutenue par l'UIS, CFDT appelle l'ensemble des travailleurs tourangeaux à se rassembler samedi 7 avril à 10 h 30, place Jean-Jaurès face au palais de justice de Tours, dix délégués de SKF sont, en effet, assignés au tribunal par la direction.

A suivre.

A propos de la semaine de 35 heures

Travailler moins pour créer des emplois, n'est-ce pas un leurre ?

LA semaine de 35 heures et du travail pour tous, beaucoup de travailleurs aspirent à ces deux revendications. Souvent, ils pensent qu'il y a un lien logique entre les deux, surtout depuis que c'est devenu l'argument principal des campagnes syndicales sur la réduction d'horaire. Le raisonnement est simple : ceux qui travaillent travaillent trop longtemps. Il y a 1,8 million de chômeurs, donc travaillons moins pour travailler tous.

La CFDT vient même de décider d'en faire sa revendication prioritaire.

En réalité, cette argumentation qui serait juste dans un système socialiste — où l'objectif est un développement harmonieux de la société — repose sur une profonde illusion dans le système d'exploitation capitaliste. Elle implique qu'il y aurait une charge de travail globale à se répartir et que la lutte à mener contre les patrons ne viserait que la répartition.

C'est une idée développée par les « autogestionnaires » du PS et on la retrouve très exactement chez Jacques Delors, membre du PS et directeur du centre de recherche « Travail et société », qui dit dans un colloque : « Pourtant (malgré la résistance des patrons) le partage du travail, c'est-à-dire la réduction du temps de travail lié à la création d'emplois, est non seulement souhaitable mais possible aujourd'hui si certaines conditions sont réunies... »

Mais le problème ne se pose pas comme ça. Il n'y a pas une charge de

travail donnée, ni un revenu global donné. Il y a la recherche du profit maximum au prix le plus bas.

Dans cette course aux profits, certaines charges sont difficilement compressibles : les matières à acheter, les machines, les dépenses d'énergie, etc. mais il y en a sur lesquelles on peut jouer : ce sont la quantité de production, la durée du travail et les salaires.

C'est pourquoi depuis longtemps, les patrons ont fait les calculs les plus savants pour savoir quelle production devait sortir tous les jours pour que le prix de revient du produit soit le plus bas possible.

Une fois une première norme établie, les patrons ont deux moyens pour la faire baisser : augmenter la capacité de production des machines, ou les faire tourner depuis longtemps. Ce sont les cadences d'une part et la durée du travail de l'autre.

La pression sociale et la lutte des travailleurs empê-

chent un retour en arrière sur la longueur de la journée de travail. On imagine mal un patron qui ferait impunément travailler ses ouvriers douze heures en 1979 !

Il en est de même pour les salaires. Donc les patrons sont contraints de jouer sur les cadences qui deviennent de plus en plus dures.

LA RÉDUCTION D'HORAIRE S'ATTAQUE AUX PROFITS

Quand sous la pression des travailleurs, ils sont obligés d'accorder des réductions d'horaires c'est donc directement leurs profits qui sont touchés. Voilà qui explique leur farouche résistance (voir l'historique du No 1066).

Pourquoi ne vont-ils pas logiquement créer des emplois mais augmenter les cadences ? Pour un patron, tout se calcule : les prix de vente sont en général tenus par la concurrence, il ne peut les augmenter sans risquer de perdre les marchés. S'il paie le salaire de 40 heures à un ouvrier qui travaille 35 heures, chaque pièce qui sort de la machine lui coûte plus cher. S'il embauche un ouvrier supplémentaire, il aura peut-être la même quantité de production, mais à un prix encore plus cher. Situation intenable pour un patron. Alors au lieu d'embaucher,

il achète une machine plus moderne qui va maintenir, sinon augmenter la production, sans créer d'emploi. Et au bout du compte, il arrive à gagner plus d'argent sur un temps plus court.

DE NOUVEAUX MARCHÉS POUR EMBAUCHER

Les seules raisons qui peuvent obliger un patron à embaucher, sont celles du marché : s'il a de fortes commandes en court et qu'il ne peut avoir recours à des améliorations techniques assez vite, ou s'il a des perspectives d'augmenter sensiblement sa production.

Mais en cette période de crise, de stagnation des marchés, les patrons ne voient pas de larges perspectives de vente ouvertes devant eux. Au contraire. C'est pourquoi, ils sont très hostiles à embaucher. Ils sont plus enclins à licencier.

N'est-il pas d'ailleurs amusant de constater que Delors lui-même reconnaît que « pour que cette politique de partage réussisse », il faudrait un taux de croissance de 4,5 % alors que le taux actuel tourne autour de 3 % ? On peut se demander alors, pourquoi la CFDT vient de lancer sa campagne en ce sens !

A suivre

Claire MASSON

Suite de la page 3

l'avoir connu, je discutais moi aussi avec lui...

Le travail de galérien de ces milliers de petits paysans, obligés de faire deux métiers pour vivre, « travailler de nuit, de jour, faire deux journées, quoi, mener à bien mes terres et travailler à l'usine, payer le matériel pour pouvoir travailler la propriété ou payer les engrais que tu achètes » et que pour cela « il faut prendre l'argent sur la paye, la paye de l'usine, tu comprends, la paye que tu as pour vivre ». On comprend, on comprend mieux que c'est « une lutte de... comment dire » et qu'il « faille y passer pour le croire ! », car souvent le langage est impuissant à retracer de telles épreuves.

Comme aussi pour parler « du type qui a son petit coin de terre mais aussi de celui qui arrive à avoir une dizaine d'hectares qu'il travaille tout seul au milieu de ses dix hectares, comment il arrive à pouvoir commencer un champ, à tailler ses vignes, tout seul, au milieu ?... Il faut avoir bon moral... Payer les impôts que tu n'as pu arriver à payer... Le souci de rembourser un crédit que tu n'auras pas si cette récolte que tu es en train de travailler, de faire venir, si elle pourra arriver à te suffire pour rembourser le prix que tu dois au Crédit agricole... »

Et l'exploitation du la-

neur du petit paysan qui continue :

« A Paris, vous arrivez souvent à manger des fraises quand les paniers sont de trois kilos. Les grands paniers qui arrivent sont vendus aux Halles, après ils sont distribués dans les grands marchés, il y a encore des intermédiaires qui prennent un bénéfice là-dessus, mais vu que la fraise est à des prix très bas à la production, on arrive encore à manger des fraises à Paris, je crois à 10 F le kilo, alors que nous on nous les a payées trois francs, voilà... »

Depuis sa jeunesse, Arthur ne pouvait supporter l'injustice et se battait contre. C'était déjà une tradition dans sa famille de paysans pauvres qui avaient toujours été révolutionnaires. Lui, en 1936, au moment du Front populaire, a adhéré à la jeunesse socialiste. En 1940, après l'invasion allemande, il a été envoyé dans un camp disciplinaire par les chefs de chantiers de jeunesse qui l'accusaient de refuser la discipline fasciste et de parler souvent de révolution. Réquisitionné, il attendra les gendarmes avec le fusil et rejoindra la Résistance. A la Libération, quand Thorez a demandé de rendre les armes à la bourgeoisie, comme tout le maquis de Vaison-la-Romaine, Arthur a refusé. Il avait rejoint le Parti communiste et en fut mis à l'écart progressivement dans les années 1960 car il n'admettait pas la condamnation

de la Chine. Cela lui valut toutes sortes d'intimidations et de persécutions qui s'accroissent lorsqu'il entra en contact avec les premiers cercles marxistes-léninistes.

Ce furent par exemple, les poursuites en voitures, les tentatives de cassage de gueule :

« Alors quand je suis arrivé sur la place, bon, ils ont arrêté toutes leurs voitures et j'étais comme un prisonnier au milieu. Alors j'ai commencé moi à leur dire tout ce que je pensais, que c'étaient des méthodes fascistes, vu que je collais pas sur leurs affiches... J'ai parlé de liberté... Et là alors ils ont eu honte, parce que tous les jeunes du village, les jeunes qui se trouvaient dans le café, tout ça, qui me connaissaient, ils sont sortis, les gens se sont mis aux fenêtres et alors là, ils se sont tenus tranquilles... Et alors pour terminer, les jeunes ont trouvé que c'étaient des salopards et ils m'ont dit : " On va t'aider à coller les affiches " ils se sont rassemblés, sont montés les uns sur les autres pour coller aux platanes plus haut, pour ne pas qu'on puisse les déchirer, oui, une douzaine de jeunes... »

Toute sa vie, Arthur combattit comme il l'avait répété mille fois « Pour que le pouvoir soit au service du peuple qui travaille » et pour que le Parti communiste marxiste-léniniste devienne l'outil du peuple pour arriver à ce but.

René BREAND

Congrès constitutif de la
fédération CGT des services publics

Questions sur un congrès

MALGRE la contestation dans le congrès, le bureau fédéral fait quand même admettre le soutien à l'Union de la gauche et le soutien au Vietnam. Ce congrès représentait pour notre parti un test sur la manière dont les travailleurs communaux percevaient la gestion de la crise capitaliste, par les municipalités d'Union de la gauche. Malgré les conseils répétés dans les divers discours d'ouverture de ne pas se tromper de cible, que seul le gouvernement et le patronat sont nos véritables adversaires, la plupart des délégués venant des municipalités de gauche, sont intervenus pour expliquer leur situation. On a alors assisté à un long réquisitoire sur l'atteinte des libertés syndicales et sur les conditions d'emploi et de travail dans ces communes. Ainsi :

Syndicalisme dans les municipalités de gauche

— A Nîmes, la municipalité applique très strictement les statuts du personnel et souvent ne l'applique pas.

— A Lille, on assiste à une répression syndicale, organisée par la municipalité et même par des syndicalistes. Le maire de Lille après avoir licencié le secrétaire syndical CGT est obligé de le réembaucher après une dure grève de la base. Cette même municipalité refuse d'embaucher le personnel et refuse la concertation avec les représentants du personnel.

— A Comine, répression syndicale.

— A Disier, l'union syndicale est obligée de traduire le maire au tribunal administratif, pour refus de reconnaître les droits syndicaux.

— A Nanterre, municipalité PCF, la municipalité pratique la répression syndicale en accusant en particulier les délégués syndicaux de gauchisme, en refusant les promotions, en dévalorisant le travail. « On a tellement à faire, qu'on a vraiment l'impression que l'on sert à quelque chose » (propos du délégué de Nanterre). La municipalité essaye de freiner les luttes syndicales, en faisant pression sur les délégués, « mais nous ne voulons pas qu'un jour on nous dise que notre syndicat est débordé par la base et surtout que ce soit justifié » (propos du délégué de Nanterre).

— A Carcassonne, le délégué annonce « nous sommes pour un syndicat révolutionnaire, dans toutes les municipalités de droite, ou d'

gauche, nous ne voulons pas participer à la crise, même dans les communes de gauche ».

L'ensemble de ces interventions s'est déroulé dans un semblant de débat, où le président de séance et le machiniste avaient un rôle prépondérant. C'est ainsi qu'un délégué s'est écrié : « Si c'est un chèque en blanc que vous voulez, dites le

La situation internationale

A propos de la situation internationale, nous avons retenu l'intervention d'un délégué des Pyrénées Atlantiques dont voici les grandes lignes :

« On voudrait aujourd'hui nous faire soutenir le Vietnam, mais je ne reconnais plus le Vietnam que j'ai connu il y a dix ans contre l'impérialisme américain ».

Pour reprendre les termes du camarade Alain Ponchol (secrétaire fédéral) on ne peut pas mettre en balance une idée juste ou une idée fautive, alors je vous pose la question : « Doit-on soutenir le Vietnam agressé par la Chine ou le Vietnam qui occupe le Cambodge. Personne aujourd'hui ne peut nier que le Vietnam a envahi le Cambodge, car la presque totalité des pays du monde a condamné le Vietnam même des pays socialistes comme la Yougoslavie, la Corée du Nord, la Roumanie qui est membre du Pacte de Varsovie... »

Si nous soutenons le Vietnam lorsqu'il envahit le Cambodge parce que le régime est différent, pourquoi ne demandons-nous pas aux pays socialistes d'entrer en guerre contre tous les pays fascistes et réactionnaires du monde ? Qu'on m'explique pourquoi au lieu d'envahir l'Argentine, l'URSS livre des armes à Videla, que ce dernier utilise pour réprimer dans le sang les luttes des travailleurs argentins. Faisons deux poids deux mesures ou bien va-t-on bientôt nous demander de soutenir le ré-

gime de Videla ? »

« Afin de préserver la paix et la détente dans le monde, notre syndicat s'est prononcé contre toute intervention militaire d'un pays contre un autre et quand cela se produit, nous devons nous prononcer pour le retrait immédiat des troupes d'occupation. Ainsi, il y a quelques années, notre syndicat a condamné l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie. Mais aujourd'hui encore ces troupes occupent toujours la Tchécoslovaquie et nous ne disons rien, par notre silence, nous cautionnons cette situation. Nous sommes pour le retrait des troupes du Pacte de Varsovie de Tchécoslovaquie, pour le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge, pour le retrait de toutes les troupes d'occupation, sinon, comment pourra-t-on faire admettre que seul le socialisme est le chemin de la paix ? »

Alors que durant toutes les interventions une sorte de murmure s'élevait continuellement de l'assistance, celle-ci a provoqué un grand silence et une attention particulière de la part des congressistes, pour être finalement applaudie par la grande majorité de l'auditoire. A la suite de cette intervention, un amendement a été déposé par la commission des amendements :

« Notre fédération se prononce contre toute agression et ingérence d'un pays contre un autre, dans le respect de la souveraineté nationale ».

« Notre fédération se prononce contre toute agression et ingérence d'un pays contre un autre, dans le respect de la souveraineté nationale ».

« Notre fédération se prononce contre toute agression et ingérence d'un pays contre un autre, dans le respect de la souveraineté nationale ».

« Notre fédération se prononce contre toute agression et ingérence d'un pays contre un autre, dans le respect de la souveraineté nationale ».

« Notre fédération se prononce contre toute agression et ingérence d'un pays contre un autre, dans le respect de la souveraineté nationale ».

« Notre fédération se prononce contre toute agression et ingérence d'un pays contre un autre, dans le respect de la souveraineté nationale ».

« Notre fédération se prononce contre toute agression et ingérence d'un pays contre un autre, dans le respect de la souveraineté nationale ».

« Notre fédération se prononce contre toute agression et ingérence d'un pays contre un autre, dans le respect de la souveraineté nationale ».

La démocratie dans le syndicat

Malgré cette décision, le bureau fédéral a réussi à faire voter un rapport de deux heures dans lequel était dit : « Notre fédération est solidaire des travailleurs... pour la reconnaissance et l'intégrité de leur territoire, contre la politique des blocs, pour la détente, la coexistence pacifique, le désarmement et la paix dans le monde et singulièrement au Vietnam à qui nous renouvelons d'ici l'expression de notre solidarité agissante ».

Dans ce même rapport, on peut aussi lire « La CGT, notre fédération reste résolument pour l'Union de la gauche fondée sur un accord clair, déterminant les objectifs communs indispensables à une politique de progrès social, réel et dura-

ble, dans une société démocratique et progressiste ».

L'empressé manifesté pour faire voter ce rapport sans en débattre, nous a fait voir que la démocratie est utilisée quand elle sert, mais est tout de suite oubliée lorsqu'on veut mettre en évidence les contradictions. Sinon, comment un congrès ou autant de monde se plaint des municipalités de gauche, peut-il se prononcer pour l'Union de la gauche, et comment en se prononçant contre les agressions et pour le désarmement, peut-il soutenir le Vietnam qui a envahi le Cambodge ?

Correspondant Biarritz,



JOURNÉE DE SOLIDARITÉ
A DUNKERQUE, DENAIN ET FAMECK,
les 29, 30 avril et 13 mai

Un pas pour avancer dans l'unité de la classe ouvrière !

REALISER l'unité, opposer un seul front aux attaques des capitalistes, en finir avec la dispersion, les luttes morcelées qui, le plus souvent, se transforment en une suite de défaites. C'est certainement l'aspiration la plus répandue aujourd'hui dans la classe ouvrière.

LA CLÉ DU PROBLÈME : L'UNITÉ

Et pourtant on se trouve si loin de la réaliser, tellement, paralysés par les divisions qu'on peut se prendre parfois à désespérer de voir se lever comme un seul bloc la classe ouvrière.

Chacun le sait, la clé du problème, c'est l'unité. Et les premiers à le savoir, ce sont les patrons eux-mêmes. Eux qui ne tirent leur force que de nos propres faiblesses. Aujourd'hui, ne font-ils pas tout ce qui est en leur pouvoir pour opposer le Français à l'immigré, le chômeur au « privilégié des services publics ».

La femme devient un « salarié en sur-nombre », les ouvriers au sein de la même entreprise sont devenus différents par le statut : stagiaire, intérimaires, soumis à des contrats à durée déterminée.

Qu'interviennent les licenciements et avec eux le patronat instaure la division ; entre ceux qui seront maintenus dans leur emploi, les mutés, les préretraités, les militaires non repris, les étrangers expulsés, ceux qu'on jette à la rue.

Ce n'est pas tout. Pour mener à bien leur attaque d'ensemble contre les travailleurs, les hommes des monopoles prennent bien soin de frapper une région après l'autre, une branche après l'autre. Ils liquident à Longwy et Denain tandis qu'ils font tourner Fos et Dunkerque à plein régime.

Voilà le terrain difficile sur lequel il nous faut travailler pour réaliser l'unité de la classe.

LES RIVALITÉS PARTISANES

Mais la dispersion n'est pas seulement l'œuvre du patronat. Tandis que la construction de l'unité exige de rassembler toutes les forces, toute la colère ouvrière contre le pouvoir, les capitalistes dont il est l'ins-

trument et leur système, les « chefs ouvriers » viennent apporter la confusion.

On nous dit ainsi qu'il faudrait combattre une Europe allemande, cause de tous nos maux, ou bien encore que c'est pour de meilleurs plans de restructuration, en fait pour d'autres plans de licenciements, qu'il faut « lutter ».

Entre eux, les chefs syndicaux se livrent aux rivalités partisans. Ils s'efforcent de faire régner dans les organisations syndicales dont ils ont la direction un esprit de chapelle, d'exclusive et de concurrence malsaine. Bref, ils œuvrent eux-mêmes à la division des rangs ouvriers poursuivant là des objectifs politiques étrangers à la classe.

Leur préoccupation n'est nullement d'entraîner tous les travailleurs pour une riposte d'ensemble. Sinon pourquoi les dirigeants de la métallurgie CFDT auraient-ils porté le coup bas qu'ils viennent de porter contre les militants cégétistes d'U-sinor-Dunkerque désorganisant le syndicat au moment où les travailleurs lancés dans la grève en ont le plus besoin. Au moment où les sidérurgistes ont besoin de toutes leurs forces pour lutter ?

Il en va de même pour ceux du PCF et de la CGT, qui, à Denain, traitèrent par le mépris et les tentatives d'isolement la délégation des sidérurgistes CFDT de Longwy venus pour renforcer les liens de solidarité avec leurs camarades du Nord. Sans parler de Maire qui s'opposa à la participation des militants de sa

confédération à la marche du 23 à Paris tandis que de leur côté, les dirigeants CGT firent tout pour s'en assurer l'exclusivité.

Dans ces conditions, pourrait-on résoudre le problème d'une nécessaire lutte tous ensemble et en même temps simplement en multipliant des appels à la grève générale ou en suppliant les directions syndicales de bien vouloir s'unir ?

SOLIDAIRES DES SIDÉRURGISTES

Travailler à l'unité, préparer les conditions d'une riposte d'ensemble. C'est pas à pas surmonter les divisions qui ruinent les forces de la classe ouvrière. C'est aussi opposer au plan du patronat et du gouvernement le plan de la classe ouvrière, rassembler ses luttes autour de ceux qui supportent aujourd'hui le choc principal de l'attaque du pouvoir : les sidérurgistes. Ce combat pour l'unité de la classe ne pourra aboutir que s'il devient l'affaire personnelle de chaque militant, de chaque syndicaliste et finalement de chaque travailleur.

Les journées de solidarité que notre Parti organise les 29, 30 avril et le 13 mai à Dunkerque, Denain et Fameck (Lorraine) n'ont d'autre but que de contribuer à la réalisation de cette unité. Voilà pourquoi nous appelons les travailleurs, les syndicalistes qui partagent avec nous les mêmes aspirations à s'en saisir, à y participer activement.

Pierre MARCEAU

Echos de la préparation des 29 et 30 avril à Roubaix

De notre correspondant Nord

A ROUBAIX, les camarades du Parti se mobilisent pour préparer les rassemblements de solidarité de Dunkerque et Denain les 29 et 30 avril. Ils ont décidé de rendre visite aux travailleurs des entreprises menacées de fermeture : les Pompes Hibon, Basset (Bâtiment), Soparlaine (textile), Camus-Duhayon et, à Tourcoing, les usines Desurmont (filatures) et Louis Lepoutre (Prouvot Masurel).

Les travailleurs seront invités à participer aux journées de solidarité en y tenant des stands d'usine.

R.D.



Lors d'une braderie à Lille, les travailleurs se massent devant le stand de l'Humanité rouge pour écouter la « Lyre des travailleurs »

Quand « La Lyre » vous parle de ses chansons

« **L**A soupe aux alouettes » c'est l'un des deux derniers titres du disque que la « Lyre des travailleurs » va enregistrer très prochainement. L'autre titre étant « Oh la Denain » que nous avons déjà publié. « La soupe aux alouettes » : une chanson sur la misère, la vie chère et la révolte. « La Lyre des travailleurs » toujours en prise sur la réalité des travailleurs et en particulier les travailleurs du Nord, prépare un spectacle sur la lutte des sidérurgistes. Voici un court extrait d'une interview de la « Lyre des travailleurs » sur leur deuxième disque, recueilli par Rémi Daïnville.

— Q : Votre style a-t-il évolué ?

Réponse : sans doute. D'ailleurs à la « Lyre », on a abandonné notre ancienne volonté de tout dire dans chaque chant. A présent, on fait des chants d'agitation. Dans le disque, on a plutôt voulu montrer divers aspects de la ligne du Parti : la lutte contre le chômage, la dénonciation de ceux qui trahissent la classe ouvrière (« Les loques », l'unité de la classe ouvrière avec « Camarades » et le chant du 3e congrès.)

Donc, à côté de paroles plus vivantes et d'un langage plus simple, il y a aussi des mélodies plus travaillées et plus diversifiées. L'instrumentation est d'ailleurs plus recherchée

tant pour la qualité des instruments que pour le style de jeu. Le style est plus vif, par exemple, la guitare sèche dans le « Chômage » est bien mise en évidence par sa sonorité métallique. Dans l'« Aurore » pour l'accordéon diatonique on avait essayé diverses méthodes : le contretemps avec un style saccadé genre Cuarteto Cedron, abandonné parce que l'accordéon ne jouerait pas en contrepoint pour souligner le caractère de chant de combat. Par contre, dans le « chômage », le mélodica joue en contrepoint une autre mélodie ce qui donne un volume émotif plus important dans la chanson. Pour la flûte traversière, dans les « Loques », nous avons surtout mis en valeur la sonorité « pointue » ce qui rend la chanson plus gaie, ce qui lui donne du piquant.

la lyre des travailleurs



Un disque de la « Lyre des travailleurs » 15 F le disque, 10 % de réduction pour toute commande de 10 exemplaires. Passez vos commandes et vos règlements à ACAP BP. 22 94 800 Villejuif. CCP. 17509085 Paris.

La soupe aux alouettes

Musique : Julien Leroux
Paroles : Julien Leroux - Jacques Destailleur

Dans la soupe aux alouettes,
On trempe son pain dur :
Nos faiseurs d'entourloupettes
Nous ont prescrit un'bonne cure.
Faut dire que c'est pour notre bien
Qu'on nous serre la ceinture :
On vit au-dessus de nos moyens...
Bon sang, mais c'est bien sûr !

Refrain :
Sûr que c'est bien mieux, (bis)
C'est mieux que si c'était pire.
Si c'était pire, (bis)
Ce ne serait guère mieux !
C'est du moins ce que chante Marie,
Tremplant son pain dans la soupe,
Sachant que c'est pas tout ça
Qui mettra du beurre dans les épinards.

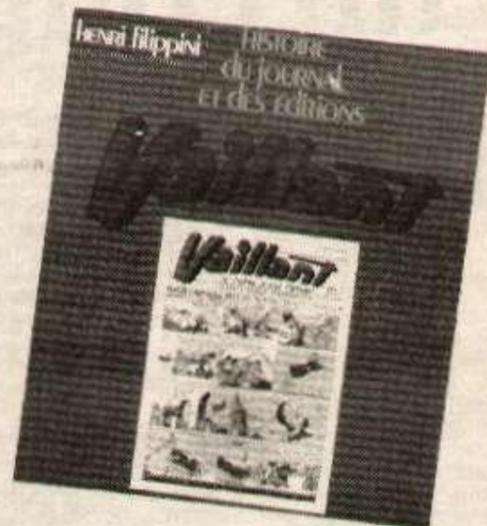
Le barde des finances,
Rond comme une barrique,
Nous prêche l'abstinence
Pour des raisons économiques.
M'sieur Barre baratine
Dans son jargon barbare :
Les patrons se lèchent les babines,
Pour eux, c'est encore de l'or en barre !

Mais la vérité, c'est
Que c'est pire chaque jour
Et bientôt nous serons taxés
Par Monsieur Barre sur l'amour !
Tolérerons-nous plus longtemps
Ces parasites pédants
Qui profitent de nous
Et veulent nous saigner à blanc ? (bis)

Dernier refrain :
Pas question ! Oh non, pas question !
On ne se laissera pas faire !
A l'endroit, nous le remettons,
A l'endroit, ce monde à l'envers.
C'est maintenant ce que chante Marie
Tremplant son pain dans la soupe,
Sachant que c'est bien comme ça
Qu'on mettra Barre dans... les épinards !!

BANDE DESSINEE

« Histoire du journal et des éditions Vaillant »



« **V**AILLANT », cela ne parle pas à tout le monde. C'est pourtant ainsi que s'appelait l'ancêtre de Pif. Fondé officiellement le 19 mai 1945, il est issu d'un journal clandestin de la Résistance qui s'appelait *Le jeune patriote*. Ce dernier journal était l'organe clandestin des jeunes du Front national (organisation de résistance dirigée par le PCF). Un livre vient de sortir : *Histoire du journal et des Editions Vaillant*. S'il ne donne pas d'explication politique, il montre cependant l'évolution de Vaillant à Pif et donne des points de repaire. On passe ainsi d'un contenu très riche avec des bandes dessinées, superbes dans leur contenu et leur forme au contenu actuel qui ressemble à tous les autres journaux de bandes dessinées du style Spirou, Tintin, etc.

Au début, dans Vaillant, on trouvait des séries historiques comme *Fifi*, *gars du maquis* qui évoquaient de façon très vivante les grandes heures de la résistance. Elle était vue aussi sous l'angle de l'aventure par Cheret. C'est à cette époque que Gillon dessinait *Fils de Chine* sur la lutte victorieuse des communistes chinois. Il dessinait aussi de nombreux épisodes sur Fanfan

la Tulipe, Robin des Bois. Il faut citer aussi *Les aventures de Freddi*, avec Cœur d'Or, gars de Belleville, Jean et Jeannette.

Bien sûr, déjà, au fil des pages apparaissent des héros de la colonisation US contre les Indiens. Cela n'envahissait pourtant pas encore le journal. Ce n'est que progressivement que Vaillant, n'obéissant qu'à des impératifs de vente, est devenu un journal de bandes dessinées pour enfants semblable aux autres bandes dessinées.

Il s'appelle maintenant Pif et fait toujours partie du groupe d'édition du PCF.

On ne trouve plus les grandes bandes et séries qui évoquaient les luttes révolutionnaires des peuples contre l'impérialisme, on ne trouve plus les bandes sur les enfants du peuple, leur vie de tous les jours et leurs difficultés. Même les bandes purement humoristiques ont perdu de leur sel.

Sous prétexte d'impératifs commerciaux, les dirigeants du PCF ont fait de Pif un journal qui, au lieu d'éduquer les enfants, de fait contribue à les infantiliser et renforcer les idées données à l'école.

L. C.

* Editions Jacques Glénat (40 F).

« Colonel »

de Marijac et Poivet



C'est une réédition d'une série de Poivet qui dessinait à Vaillant à l'époque. Ce livre retrace des épisodes de la Résistance dans le maquis, il montre un héros « le colonel X » tout en restituant bien l'appui du peuple et des masses aux maquisards dans leur combat antinazi.

Courrier des lecteurs

Des CRS tabassent des jeunes Corses

Lorsque vous faites paraître des articles sur la Corse, mon frère de Paris nous envoie toujours un exemplaire de votre parution, et sur le plan du nationalisme corse vous êtes en accord avec nous. C'est la raison pour laquelle je tiens à vous faire part d'un fait qui s'est passé dans la nuit du 13 au 14 mars.

Un jeune homme de ma famille était dans un bar avec des amis, garçons et filles, à côté d'eux des CRS en civil mangeaient. Les jeunes corses se sont fait insulter dans le gen-

re : « Tous les Corses sont des fils de putes », « Nous sommes là pour vous dresser », etc. Ils n'ont pas voulu d'histoire et ils sont sortis pour aller regarder les joueurs au Casino.

Mon jeune parent a été averti plus tard que des gens se battaient dehors, il est sorti pour voir et a vu que sept CRS tabassaient un de ses amis. En le voyant sortir trois CRS ont pensé qu'il venait en renfort et il a reçu d'entrée un coup de boucle de ceinture qui l'a « estourbi ». Ils se sont ensuite précipi-

tés sur lui à coups de poings dans le ventre et sur la tête. En voyant que des renforts arrivaient il se sont réfugiés en courant dans leur hôtel-caserne « Le grand d'hôtel d' Ajaccio ».

Le jeune homme est resté deux jours dans un semi-coma, maintenant il va mieux mais en ce qui concerne son œil, le docteur ne peut pas encore se prononcer tout à fait, il a le cristallin rayé, traumatismes crâniens, etc. Les parents ont porté plainte contre l'Etat à Ajaccio, mais les trois CRS incriminés ont quitté

la Corse.

Un article est passé dans le Provençal un autre passera certainement dans quelques jours dans les journaux nationalistes. Cette situation arbitraire, fascisante va-t-elle durer longtemps ? Nous en avons assez avec les colons, les bonapartistes, les Rocca-Serra et les autres qui se servent de nous, faut-il encore accepter les brimades et les brutalités policières qui s'amplifient de jour en jour.

Nous comptons sur vous pour diffuser cette nouvelle. Merci.

A l'horizon des Caisses d'épargne, la restructuration ... Le statut des employés remis en cause !

EMPLoyEES et employés des caisses d'épargne n'échappent pas eux non plus à l'offensive anti-ouvrière de la classe patronale. Leur statut est remis en cause par le conseil d'administration des caisses d'épargne.

Pour développer la riposte, deux journées d'action, à l'appel des organisations syndicales, ont eu lieu mercredi et jeudi. Déjà, la première, mercredi, était un succès puisqu'elle a rassemblé près de 70% du personnel. Des délégations de province étaient venues à Paris. Le 5 avril, une manifestation était prévue.

Ainsi les représentants patronaux au conseil d'administration voudraient remplacer le statut, issu d'un texte législatif de 1937, par des conventions collectives. Pour dénoncer les accords découlant du statut, il faut l'assentiment des deux parties : organisations syndicales et délégation patronale, ce qui n'est pas le cas pour les conventions collectives qui peuvent être dénoncées unilatéralement. Des lors, on voit pourquoi ce statut est si gênant pour la délégation patronale.

Celle-ci, pour arriver à ses fins, a retiré depuis fin 1976 à sa délégation à la commission paritaire le pouvoir de modifier les statuts. Ayant ainsi gelé les discussions, elle en tire aujourd'hui prétexte pour dire que ce statut est figé et qu'il faut donc trouver autre chose...

DANS CE SECTEUR AUSSI, CA RESTRUCTURE

A travers ce statut, ce sont garantie d'emploi, conditions d'avancement et de recrutement qui sont visées : une restructuration des caisses d'épargne dont il est prévu le passage à l'informatique. Pour le moment, les plans de

suppression d'emplois ne sont pas connus, mais déjà on remarque que dans certaines caisses régionales, des centres techniques ont disparu, des services ont été concentrés et des licenciements (une dizaine) ont eu lieu à Saint-Etienne.

D'ailleurs, dans les conseils d'administration, on retrouve du beau monde, habitué à de telles besognes : ainsi Pellat, dont le « job » officiel est d'être président des bauxites de Provence, qui est passé par les HLM du Midi, ou il a supprimé le statut des employés, et proche collaborateur de Barre, on y retrouve aussi des banquiers tel Hottingues ou encore le PDG des 3 Suisses à Roubaix.

DES EMPLOYEES ET EMPLOYÉS COMBATIFS

Dans ce secteur, les 17 000 agents répartis dans 480 caisses sont fortement syndiqués, à près de 80%, au Syndicat unifié principalement et à la CFDT. Tout le monde a encore en tête la grève de 92 jours en 1977. Récemment, deux grèves régionales ont eu lieu les 20 et 26 mars en Aquitaine-Poitou-Charente et dans la région Rhône-Alpes. Mais déjà, depuis novembre, les agents de 35 caisses au total avaient fait des grèves allant de 24 heures à plusieurs jours. Certaines de ces actions locales avaient été victorieuses, par exemple à Draguignan ou Grenoble.

Après les deux journées d'action de ces jours-ci, le prochain rendez-vous pour la mobilisation se situera sans doute le 9 mai. En effet, convoqués ce jour-là pour discuter de convention collective, les organisations syndicales ont par avance refusé un tel ordre du jour qui revient à reconnaître que le statut n'existe plus. Ce qu'elles proposeront aux travailleurs ? Il est encore trop tôt pour le savoir. Pour sa part, la CFDT n'est pas favorable aux journées de 24 heures sans suite.

R. B.

GLAENZER (LE MANS) En grève pour des augmentations

GLAENZER est une des plus importantes usines du Mans. On y effectue des travaux sur des pièces d'automobiles (pour Renault en particulier).

Depuis plus d'une semaine, les travailleurs y sont en grève totale pour les revendications suivantes :

- Alignement des salaires sur l'indice INSEE plus deux points.
- Augmentation de 1,25 % pour compenser la hausse des cotisations sociales.
- Les 35 heures par paliers.

S'y ajoute maintenant l'annulation de toute sanction pour fait de grève : en effet, la direction a assigné le 2 avril au tribunal des référés 23 grévistes, dont les noms avaient été relevés par des huissiers, à la porte de la boîte (3 huissiers venaient tous les jours). Les grévistes s'étaient installés à cette porte avec un petit stand, en prenant garde de ne pas pénétrer dans la boîte pour ne pas fournir de prétexte à la direction. Des hommes de main de celle-ci, dirigés par le chef du personnel de Poissy, ont d'ailleurs tenté d'entraîner un délégué CGT à l'intérieur de force.

Face à la détermination des travailleurs (il y avait à peine 20 non-grévistes en atelier sur les deux équipes) et vu que le mouvement prenait de plus en plus de force, la grève totale faisant suite à trois semaines de débrayage de deux heures par jour, la direction a décidé de lock-outer la boîte le vendredi 30 mars.

Les grévistes disposent de plusieurs atouts :

- Leur unité dans une boîte où le nombre de syndiqués est important (600 à la CGT) ;
- Les mairies environnantes (Allonnes, Le Mans, Arnage), dirigées par des élus de gauche (PC, PS) sont obligées d'apporter leur soutien ;
- Les fours sont arrêtés et il n'y a plus de pièces en chaînes.
- La boîte a beaucoup de travail (80 intérimaires avaient été embauchés peu de temps avant le mouvement) ;
- Finalement ce mouvement traduit un ras le bol devant des conditions de travail de plus en plus dures (Glaezer est renommé pour ses cadences) et la remise en cause de certains droits : suppression des allocations-vacances pour les gosses, avantages pour la retraite sucrés et ramenés au niveau national métallurgie, emmerdements divers faits aux délégués.

Et cela alors que les bénéficiaires du trust augmentaient de 21% en 1978 et que, paraît-il, la boîte aurait acheté pour 10 milliards de machines neuves.

Une victoire des grévistes de Glaezer serait importante pour le moral de la classe ouvrière du Mans.

A NOS LECTEURS ET CAMARADES

- Un bandeau « Lisez l'Humanité rouge » est disponible. Passez vos commandes à l'administration.
- Le prochain bimensuel (No 53) paraîtra le 25 avril et non pas le 18 avril.
- Le quotidien ne paraîtra pas le 17 avril.

APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles règlements qui nous sont parvenus au mois de février et de mars et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus rapidement possible.

N'oubliez pas de joindre une feuille explicative à tous vos règlements. N'écrivez pas au dos des chèques !

Le n° 19 de Prolétariat est paru Cent pages pour comprendre l'Europe



Abonnez-vous 1 an : 52F
Soutien : 80F

Cellules et sections : ajustez vos commandes... et payez vos dettes.
Prolétariat BP 320 13213 Marseille Cedex 1 CCP 2130 89 H Marseille.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druasin
Commission paritaire No 57 952
Distribution XNFP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2ème trimestre 1979

L'HUMANITE ROUGE - Samedi 7 et dimanche 8 avril 1979

Les éducateurs de Strasbourg se rebiffent !

De notre correspondant à Strasbourg

QUE SE PASSE-T-IL A STRASBOURG ?

A Strasbourg, le nombre de flics augmente toujours tandis que celui des éducateurs est en baisse constante. On assiste aussi à une « institutionnalisation » du bénévolat comme pilier de l'action sociale et du volontariat.

Des études ont prouvé que le travail des équipes de prévention pouvait retarder de deux ans en moyenne la mise en prison d'un jeune délinquant.

La prévention spécialisée est régie par un arrêté du 4 7 1972 et ses divers droits d'application prévoient en outre que les crédits de fonctionnement soient accordés sur le budget d'aide sociale (remboursement à 83% par l'Etat).

Ces équipes de prévention reçoivent aussi des subventions des CAF (caisse d'allocation familiales) pour les activités et de l'organisme de tutelle la DDASS.

Maintenant, comment fonctionnent ces équipes de prévention dans le Bas-Rhin ?

Douze équipes de prévention sont implantées dans tous les quartiers périphériques de Strasbourg. Ces équipes sont gérées par des

associations. Depuis 1976, elles connaissent d'énormes difficultés :

- Retard des paiements dans les subventions ;
- Remise en cause du fonctionnement des équipes (insécurité constante pour les éducateurs).

Aucune garantie de continuité n'est donnée aux équipes. En effet, le conseil général a décidé de maintenir le budget 78, alors que celui-ci est dépassé. Les éducateurs ont demandé des rallonges. De plus avec l'augmentation du coût de la vie, rester au même budget entraînerait soit une baisse de salaire soit la suppression de postes.

Alors, veut-on supprimer la prévention, la remplacer par quoi ? N'a-t-on pas entendu lors de la campagne pour les cantonales Bord (*) réclamer un flic pour chaque carrefour et Hoeffel (**) promettre 70 flics de plus pour Strasbourg.

La DDASS qui ne semble jouer qu'un rôle technique et financier impose la ligne du gouvernement. Déjà les associations gestionnaires proches du gouvernement ont pris des mesures : licenciements, poste vacant non pourvu, réduction d'activité.

Les salariés ont riposté et ils demandent à court terme l'attribution de sub-

ventions et rallonges qu'on ne leur a pas accordées pour 1979, que la section spécialisée (DDASS personnel, association, etc.) se réunisse,

- L'ouverture d'un débat sur la prévention afin qu'ils puissent montrer leur travail.

Une première journée de grève a eu lieu le 29 mars, fortement suivie par plus de 75% des éducateurs. C'est une première étape dans la sensibilisation et la mobilisation.

Ils demandent aussi l'arrêt du licenciement d'un

éducateur pour raisons économiques accepté par l'inspection du travail ; la garantie d'embauche de vacataires pour cet été ; l'arrêt des ingérences de la DDASS qui refuse des postes ; l'obtention de locaux.

Dans le quartier du Neuhof, les gosses sont accueillis dans une cave où il y a des rats, motif : le loyer gratuit.

* DDASS : direction départementale de l'action sanitaire et sociale.
Bord : RPR
Hoeffel : UDF.

LES éducateurs des équipes de prévention de Strasbourg se trouvent confrontés au problème de la délinquance et de « l'inadaptation sociale » de certains jeunes dans les quartiers les plus populaires. Est-ce un nouveau mal du siècle ? Ou la fatalité ? En fait, les principales causes de ces phénomènes sont à rechercher :

- 1) Dans l'aggravation des conditions de vie, de travail, de logement, etc.
- 2) Dans les conditions de scolarisation (un jeune expliquait qu'il ne voulait pas connaître l'algèbre mais seulement compter).
- 3) Bien souvent le chômage avant le premier emploi.
- 4) Manque de perspective d'avenir.

Ces conditions ont été aggravées par la crise économique, politique, idéologique que traverse notre pays et que Giscard-Barre savent si bien gérer pour en faire subir les conséquences aux plus défavorisés.

Face à cette situation, le gouvernement a ses réponses : bénévolat, prévention spécialisée et répression à Strasbourg comme ailleurs.

PAYS BASQUE

Travailler en Euskadi

De notre correspondant Pays Basque.

CHAQUE jour qui passe voit les travailleurs quitter leur pays, faute d'emploi. Ce phénomène directement lié au chômage important qui sévit chez nous, amène les jeunes à partir, voyant devant eux un horizon fermé. L'effet inverse se produit et c'est un vieillissement de la population sans précédent que nous voyons apparaître, puisque pour ne citer que Biarritz, plus de 40 % des habitants ont plus de 60 ans. L'intérieur du pays, secteur agricole pour l'essentiel, subit le même phénomène. En effet, de 1970 à 1975, il y a eu 2 740 exploitations qui ont disparu dans ce secteur et ceci n'a pas cessé de se dégrader au rythme moyen d'une diminution de 2,3 % à 2,5 % par an. Le souci primordial est immanquablement le chômage, car depuis 1974 (antérieurement aussi, mais cela était moins sensible), celui-ci n'a cessé d'augmenter passant de 6 080 à 18 882 chômeurs.

Le bilan de l'année 1978 s'établit comme suit : 18 882 chômeurs dans les Pyrénées-Atlantiques, 64 % des travailleurs touchent moins de 2 600 F par mois, 1 116 travailleurs licenciés en 1978 uniquement pour le secteur Pays Basque, trois grands établissements ont cessé d'exister, ainsi que deux entreprises toujours pour le même secteur et la même année. Tous les secteurs économiques sont touchés par la crise et dans notre département où ils sont déjà réduits, ceux-ci réduisent leurs activités d'année en année.

L'agglomération paloise (Pau, préfecture des Pyrénées-Atlantiques) est frappée par le chômage mais moins durement que le reste du département. Lacq

(complexe chimique de Lacq), prévoit un épuisement des ressources d'ici 1985 et déjà à l'aube de 1981, la centrale thermique d'Artix est menacée de fermeture. Directement liées à ce complexe, les activités du port de Bayonne réduiraient de 40 % et la zone industrielle du Boucau Tarnos en subirait les conséquences. Il est donc nécessaire que le complexe de Lacq subsiste, car non seulement cette zone serait durement frappée, mais l'ensemble de notre département.

SAINT-JEAN-DE-LUZ CIBOURE

Les menaces sur les conserveries de Itsasokoa se font de

plus en plus pressantes et ce n'est que grâce à la lutte des travailleurs après plusieurs licenciements et fermetures envisagés que celles-ci ont pu rester ouvertes.

Conserveries et pêche sont étroitement liées et ce deuxième secteur a été particulièrement touché depuis ces quinze dernières années, puisque l'effectif des pêcheurs a diminué de deux-tiers. Sont particulièrement en cause le prix des chaluts, 750 000 F, la réfection et la remodelisation de la flotte qui ne peut se faire faute de moyens, la concurrence espagnole, portugaise et italienne, le tonnage de pêche autorisé et imposé par le gouvernement pour certains poissons (exemple : ton-

nage imposé sur l'anchois alors que la France en importe quatre fois plus que le tonnage imposé aux pêcheurs français). D'où directement une réduction de travail dans la conserverie, d'où les menaces de licenciements.

Le salaire des marins très bas actuellement, écarte les jeunes de la pêche et là aussi un vieillissement se fait sentir.

SAISONNIERS L'UN DES TRAVAUX LES PLUS INGRATS

Il reste encore (bien que celui-ci diminue d'année en année) le tourisme de la côte basque qui est un apport de devises étrangères. Mais loin d'être investies dans la région pour sauver une industrie précaire ou implanter de nouvelles industries, celui-ci est utilisé ailleurs ou à d'autres fins. Le travail saisonnier est l'un des travaux les plus ingrats que connaisse notre région car l'exploitation qu'y subissent les saisonniers y est scandaleuse. Pour bon nombre d'entre eux, ils disposent bien souvent d'un salaire très bas.

Ils sont au service d'un tourisme de luxe auquel est

vouée notre région durant la saison et qui les mettra à la rue pour grossir le rang des chômeurs durant l'hiver. Pour ceux qui travaillent le plus, cela va jusqu'à six mois, les autres deux mois. Rares sont ceux qui peuvent travailler toute l'année.

Le chantage pratiqué sur certains de ces travailleurs est des plus abject car s'ils veulent travailler, ils doivent parfois accepter des contrats qui ne leur laissent aucun droit, si ce n'est le rôle de machine à gagner de l'argent pour les hôteliers et restaurateurs de luxe de notre pays.

La plupart d'entre eux n'ont pas le droit de se syndiquer et de demander des augmentations s'ils veulent voir leurs contrats renouveler l'année d'après. Les horaires sont intolérables, certains faisant jusqu'à 16 heures par jour (pas déclarées sur les feuilles de paie), d'autres faisant jusqu'à 57 heures par semaine pour gagner 1 970 F par mois.

Loin de s'arrêter, la crise va s'accroître, car devant nous, l'avenir n'est pas reluisant. Des menaces de licenciements sont envisagées à Miprochim (Anglet), Ato Chimie (Lacq), Mont, des réductions d'effectifs à Turbo-méca 10 à 15 % (Tarnos), Dassault Breguet 20 % (Anglet), d'autres ont des difficultés à survivre, tel le Nid basque (enfance inadaptée, Anglet).

De cela les Basques ne veulent plus, et comme partout ailleurs, ils réclament le droit de vivre et travailler au pays, chez eux, en Euskadi.

Des «jardins d'Arcadie» aux «petites bonnes soeurs des pauvres»

Plusieurs municipalités axent leur programme et leur vocation, sur le désir d'implanter des résidences au détriment des ILN et des HLM. Bien sûr, cette politique de logement n'est pas axée sur n'importe quelle résidence, mais sur des résidences tant que se peut de luxe. Par contre, de nombreux travailleurs sont bien mal logés.

Le nombre de logements pour Biarritz qui possède une population de 27 000 habitants est de 13 475, soit environ 0,5 % de logement par personne. Qu'en est-il en réalité ? Le nombre de logements principaux 10 937, les logements secondaires 3 310, les

vacants 1 218. Ce qui représente en hiver 34 % de logements inhabités.

Pour les villes du bord de la mer, tels que Hendaye, St-Jean-de-Luz, Bidart, Guéthary, Anglet, le pourcentage de logements inhabités durant l'hiver est bien plus élevé, car ces dernières n'ont que peu d'activité économique, sauf St-Jean-de-Luz, alors qu'à Biarritz, il existe tout de même des activités qui vivent durant l'hiver.

DES VILLAS INACCESSIBLES

Et pourtant, malgré ce nombre de logements inhabités, le problème d'une location se pose (bien sûr pour les travailleurs).

Qui peut se permettre d'acquiescer une résidence, celle-ci

coûtant entre 200 000 F et 700 000 F, alors que les deux tiers des travailleurs des Pyrénées-Atlantiques touchent moins de 2 600 F par mois, que notre département compte 18 882 chômeurs.

Le prix des villas les rend inaccessibles pour la plupart, en commençant par le prix du terrain qui varie entre 120 F et 400 F le mètre-carré, et que les constructions elles-mêmes varient entre 350 000 F et le prix astronomique pour la plus chère de 1 250 000 F.

DES CONDITIONS DE LOGEMENT DÉPLORABLES

Le prix d'un loyer minimum pour un F2 est de l'ordre de 750 F.

Des travailleurs immigrés sont logés dans des conditions déplorables, sans eau, ni WC ni lumière ni gaz ni chauffage, à cinq par pièce. Ce logement dont tout être humain ne voudrait pas, ils l'acceptent, faute de voir se fermer les portes devant eux, pour la somme de 320 F !

Car là aussi, chez nous, le racisme à visage couvert a fait son chemin. Des camarades du Parti communiste marxiste-léniniste se

sont occupés de leur trouver un logement plus décent, mais ont dû provisoirement abandonner. Les portes se ferment devant eux quand ceux-ci annonçaient qu'il s'agissait de travailleurs immigrés nord-africains. « Des Arabes, vous n'y pensez pas, des bons à rien, des fainéants ». Ils ont pourtant frappé à bien des portes, conseillers municipaux, police, HLM, etc. C'est grâce à un prêtre qu'ils ont enfin pu être relogés, après six mois de porte à porte effectué par celui-ci.

LES JEUNES S'EN VONT

Nombreuses sont les coupures de courant pour les ouvriers qui ne peuvent finir leur fin de mois, mais la bourgeoisie ne s'en soucie guère. Les propriétaires des 1 218 logements vacants préfèrent les louer pendant la saison, les prix variant entre 4 000 et 10 000 F, et en quatre mois ils leur rapportent dix fois plus qu'un logement loué à une famille de travailleurs dans le besoin durant une année.

Pas de travail, loyers trop chers, une enquête menée au niveau national a d'ailleurs démontré que Biarritz était la deuxième ville la plus chère de France, les jeunes s'en vont vers

d'autres régions et ceux qui malgré tout veulent rester sont souvent au chômage.

Les travailleurs qui restent sont amenés, par cette politique de logement, à habiter à l'extérieur de Biarritz, d'où une durée de trajet allongée pour aller au travail, perte de temps, fatigue, et tout ce que cela comporte, alors que la capacité d'accueil des logements pourrait contenir tous les travailleurs et bien davantage.

DES « JARDINS D'ARCADIE » AUX « PETITES SOEURS DES PAUVRES »

Cette politique de luxe accule Biarritz à la vieillesse de la population, beaucoup de retraités viennent y finir leurs jours, ceux qui en ont les moyens, bien sûr, tels ceux qui logent aux « Jardins d'Arcadie », dans des résidences grand standing, avec piscine, restaurant, tennis, infirmières, masseurs, etc. Les autres, par contre, sont relégués aux « Petites soeurs des pauvres », ceux qui ont travaillé dur toute leur vie ; ils viennent y attendre la mort, les uns assis à côté des autres, faute de moyens pour se distraire.

Bien heureux encore qu'il y ait cet hospice pour les accueillir sinon où iraient-ils ?

Rien n'est prévu pour les vieux qui n'ont pas d'argent, ils n'ont même pas un contact humain dont ils ont tant besoin, ils n'ont droit à rien, sauf de mourir. C'est ça la politique de Biarritz et de la Côte Basque.

De 1964 à 1973, il s'est construit 129 résidences, alors qu'il n'y a que trois zones d'HLM. C'est largement insuffisant pour ce secteur, car ils sont surchargés, et certains attendent des mois, parfois des années pour avoir l'espoir d'y obtenir un logement faute de mieux.

Il est vrai aussi que tous les jours, dans les journaux de la région, nous voyons des propositions de locations, mais au prix où elles sont, aucun des ouvriers du Pays Basque ne peut caresser l'espoir d'y habiter un jour.

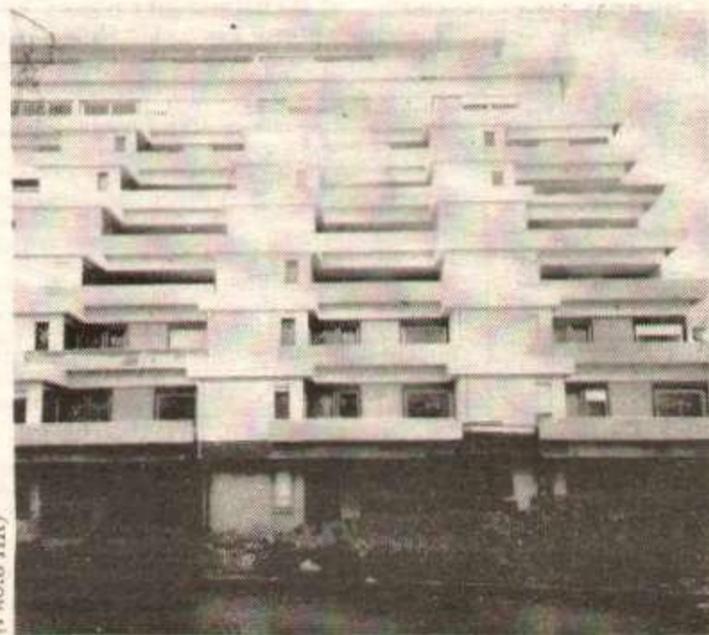
C'est cela l'accessibilité au logement dont nous parle le gouvernement !

Correspondant Biarritz



(Photo HR)

Pour les travailleurs immigrés des logements de misère.



(Photo HR)

Des habitations de luxe inaccessibles aux travailleurs.